

## **Magazine radiophonique (Côte d'Ivoire/AMARC/Convention Ramsar sur les zones humides/FAO)**

**Septembre 2009 -- Les bénéfices du jatropha: un biocarburant au service de la communauté en Côte-d'Ivoire.**

### MAGAZINE N°2

Thème : les impacts des biocarburants sur les zones humides ivoiriennes.

*Musique intro (Bruit d'une voiture au démarrage)*

La production des biocarburants consiste à fabriquer du biodiésel, du bioéthanol et du biogaz à l'aide de plantes locales telles que le palmier à huile, la canne à sucre, le jatropha, pour ne citer que ces quelques noms. Ce vœu de la plupart des pays de l'Afrique de l'Ouest est aussi celui de la Côte d'Ivoire face aux effets pervers de la hausse du prix du pétrole et du gaz sur le marché international. Certes la culture du palmier à huile et celle de la canne à sucre sont plus développées, mais les exemples de Tiassalé, d'Adzopé et d'Aboisso nous révèlent que la jatrophaculture connaît un engouement de plus en plus grandissant dans les zones humides ivoiriennes. Cependant, cet engouement présente quelques inquiétudes. Dans un premier temps, sur l'environnement tel que démontré ici par M. Guillaume Zabi, Inspecteur général de l'environnement.

*Interviewé : « L'environnement, il a trois composantes qu'on appelle trois matrices fondamentales ; il y a l'eau, le sol et puis l'air et lorsque une de ces matrices là est affectée, évidemment l'environnement naturel est affecté et en l'occurrence, le sol est affecté, c'est-à-dire tout le système agropédologique qu'on exploite pour la mise en place du jatropha, ce système là est affecté parce que effectivement, ça peut à certains endroits, gêner la biodiversité et ce que nous devons faire dans les réflexions en cours, c'est de faire en sorte que au niveau de l'environnement, que nous puissions clairement identifier les zones les plus propices à la culture du jatropha. »*

Il est bon que l'Etat de Côte d'Ivoire accorde beaucoup plus d'attention aux zones humides. Surtout qu'il fait partie des signataires de la Convention de Ramsar, organisation dont le souci majeur est la protection des zones humides.

En plus de cette inquiétude, la pratique de la culture du jatropha présente un danger dans les zones humides ; zones où la sécurité alimentaire est déjà fragilisée par les cultures de rente traditionnelles. M. Kouadio Dongo Aimé, Chef de zone de l'ANADER, Agence Nationale d'Appui au Développement Rural d'Aboisso.

*Interviewé : « Quand on trace une courbe sur les dix dernières années, nous voyons que la courbe au niveau des cultures vivrières tend à disparaître au profit de celle des cultures de rente, ça veut dire que nos parents ont opté pour les cultures de rente plutôt que pour les cultures vivrières ».*

M. Assokpè Samuel, Directeur Départemental de l'agriculture d'Adzopé n'en pense pas moins :

*Interviewé : « A Adzopé, on a des difficultés ; vraiment on en parle, on en parle. Aujourd'hui vous donnez cinq mille francs à une ménagère, elle se casse les pouces, elle parcourt tout le marché, elle fait d'abord la ronde avant de s'arrêter pour mieux voir ce qu'elle doit payer. »*

Difficile ! Vraiment difficile pour la ménagère ! et dire qu'il n'y a pas de bonnes nouvelles à l'horizon comme le laisse penser ce cri du cœur de M. Tagro Lazare, Président d'une ONG à Tiassalé.

*Interviewé : « en fait c'est la difficulté et ça me fait mal quand je les vois, parce que ce n'est pas quelque chose qu'on peut consommer et ça, le jatropha qui est planté va occuper la portion de terre qui pourrait servir pour la sécurité alimentaire pour beaucoup de temps. »*

Heureusement que certains acteurs de la culture du jatropha sont conscients de la situation. La Sœur Anne-Marie de la Congrégation Sœurs des pauvres de Maféré en est un exemple.

*Interviewée : « Nous n'allons pas faire plus parce que nous avons besoin d'espaces pour planter du manioc et d'autres produits vivriers que nous consommons ici parce que nous avons l'intention de soutenir un peu le centre que nous avons ; nous avons un internat donc au moins avoir de la nourriture pour les jeunes. Nous risquons d'avoir les plantes de jatropha et sans nourritures, alors nous devons acheter la nourriture très chère et puis bon, s'il n'y a pas, importer de la nourriture et c'est dangereux. »*

*Musique de transition (bruitage / rivière)*

Au total, on retient qu'en matière de biocarburants, le jatropha est la plante la plus prisée dans les zones humides ivoiriennes. Son introduction dans ces zones est le fait des opérateurs économiques privés et non celui du gouvernement ivoirien qui lui préconise pour l'instant, le principe de la précaution ; explications avec M. Guillaume Zabi, Inspecteur général de l'environnement.

*Interviewé : « Tous les itinéraires techniques pour la plantation du jatropha ne sont pas encore maîtrisés et le gouvernement ne peut pas se lancer là-dedans sans maîtriser ces questions là ; c'est une raison, sinon euh ! le gouvernement, s'il décide aujourd'hui que demain on se lance dans le jatropha comme on l'a fait pour l'anacarde, on peut le faire. Mais il faut le faire de la bonne manière, surtout quand ça commence à rivaliser avec les terres des cultures vivrières, il vaut mieux prendre quelques précautions, c'est là le sens du principe de précaution que nous suggérons ».*

Et pourtant, sur le terrain, la "fièvre" du jatropha monte, il n'y a encore personne pour acheter les premières récoltes, les couverts forestiers et la sécurité alimentaire sont davantage menacés, d'où des interpellations de la part des autorités administratives locales et des populations à commencer par. M. Latto N'guia, 1<sup>er</sup> Vice-Président du Conseil Général d'Adzopé :

*Interviewé : « Il faut vraiment que ce soit une volonté politique pour pouvoir gérer ça ; trouver un cadre juridique pour réguler la production, organiser la filière et puis organiser la vente pour donner l'économie recherchée à la population. »*

*Interviewée : « Je suis Kouadio Amino Sylvie, Présidente des couturières de Tiassalé, c'est ça qu'on attend ; à ce que les choses soient claires, qu'on soit situé, pour voir si c'est bien payé. »*

*Interviewé : « je suis Lambert Yapi, le Maire de Tiassalé, ville pilote pour la conceptualisation des OMD (Objectifs du Millénaire pour le Développement, Ndlr). Les dirigeants et tout le monde, si nous avons conscience que le biocarburant est une aubaine, il faut pas aussi que des unités viennent s'asseoir aussi et puis encore gruger nos parents comme ça été le cas depuis toujours dans le café, dans le cacao et tout ça. »*

Des experts donnent également de la voix. Nous retrouvons successivement Dr Coulibaly Brahim et M. Grogam Camille, tous deux ingénieurs agronomes : « Ce que je recommanderais aux planteurs, c'est d'être prudents et de toujours se référer à la recherche et au développement, de toujours avoir le réflexe du paysan moderne parce que nous les chercheurs ou les développeurs ; notre mission, c'est une mission de service public, c'est pour eux que nous sommes là. » « En terme de recommandations, je demanderais aux gens de se déporter davantage vers le nord du pays qui est plus sec et où les terrains sont pauvres pour faire leur culture de jatropha, deuxièmement je demanderais à l'Etat de faire faire des recherches sur la manière de multiplier le jatropha parce que jusqu'à présent, les méthodes de culture ne sont pas bien maîtrisées, troisièmement, une mise en

*garde : beaucoup de gens viendront vous dire cultivez du jatropha ! cultivez du jatropha !, mais je ne sais combien viendront effectivement prendre vos récoltes.»*

Des recommandations, il en a été aussi question à l'issue de la rencontre du 11 au 13 juin dernier, à l'université d'Abobo-Adjamé. Co-organisée par la Convention de Ramsar et la FAO, elle a eu pour thème : impacts des biocarburants sur les zones humides.

Dr Aboua Gustave, enseignant chercheur à l'UFR Sciences de l'environnement, Président du comité d'organisation en rappelle quelques résolutions :

*Interviewé : « Comme recommandations fondamentales, les participants ont décidé de redynamiser les activités du comité interministériel sur l'énergie et l'élargir aux autres catégories d'acteurs, c'est-à-dire le secteur privé, les ONGs, les producteurs de jatropha, la recherche et les universités. Mener, ce qui est fonda mental, une évaluation environnementale stratégique du Programme National sur les biocarburants conformément au code de l'environnement ; l'évaluation va nous permettre de déterminer les impacts possibles sur l'environnement, sur la population et aussi les impacts au niveau socioculturel ; est ce que tel endroit est propice à la culture du jatropha ou non ?, donc c'est cette étude environnementale stratégique qui va nous permettre de dire que tel secteur est propice à la culture du jatropha donc il faut aider les paysans à cultiver le jatropha. Il faut également améliorer la recherche sur le matériel végétal et les techniques culturales sur le jatropha parce qu'aujourd'hui, il n'y aucune recherche qui est menée sur le matériel végétal ; ça veut dire qu'on ne sait pas scientifiquement quel type d'éléments il faut pour que la culture du jatropha soit vraiment productive pour les jatrophaculteurs. Il faut également la recherche sur la fertilité des terres ivoiriennes, renforcer les capacités des acteurs au niveau des collectivités locales afin de réduire la dépendance alimentaire du pays vis-à-vis du marché international. Fondamental également, créer des instances de dialogues politiques et d'échanges multi-acteurs entre l'Etat (Ministère de l'Agriculture, Ministère de l'Energie, Ministère du Plan), les organisations de producteurs, les collectivités locales, les parlementaires surtout, le secteur privé, les ONG sur la thématique Agrocarburants et ses enjeux ; il faut souvent initier ces genres d'échangeant là pour que les gens soient mieux "armés" pour la culture du jatropha ; il faut également finaliser et faire adopter les cadres juridique et institutionnel sur la production, la transformation et la commercialisation des biocarburants parce qu'il ne faut pas se jeter comme c'est le cas aujourd'hui dans la culture sans toutefois savoir si notre production sera écoulee ou non ; beaucoup de paysans cultivent le jatropha, mais ils ne sont pas sûrs de pouvoir écouler leurs productions donc le secteur commercialisation est très important et finalement élaborer un programme national biocarburants et l'inscrire en complémentarité avec le niveau sous-régional ; la Côte d'Ivoire ne peut pas rester dans son milieu et dire que moi j'ai une politique. Il faut harmoniser, arrimer cette politique avec la politique régionale, c'est-à-dire avec la CEDEAO, l'UEMO pour voir un peu une synergie avec ce qui se fait dans les autres pays ».*

C'était un reportage de l'URPCI, Union des Radios de Proximité de Côte d'Ivoire, avec le concours de la convention de Ramsar sur les zones humides et de la FAO, Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture ;

A la présentation : Lassinan Sangaré

Sons et montage : Serge Adam's Diakité

Supervision : Karamoko Bamba, Président de l'URPCI

Musique de fin (Ticken Jah Facoly / baba)